

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 21 décembre 2020
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2020

Le 21 décembre 2020 à dix-huit heures trente,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00)

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Vanessa VIAU (pouvoir M. Cyril MANIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Nicolas DELOLY (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

2.04 - ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE FORTUNEAU, LES LÉONARDS ET LE MEYROL - CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN DE BIENS TRANSFÉRÉS A LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Il est rappelé aux membres du Conseil municipal que dans le cadre de sa compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » issue de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération est désormais chargée d'assurer notamment l'entretien de l'ensemble des zones d'activités économiques (ZAE) situées sur son territoire.

La Communauté d'agglomération ne dispose toutefois pas des moyens humains et matériels adaptés et suffisants pour effectuer l'entretien courant des ZAE communales de Fortuneau, Les Léonards et Le Meyrol qui lui ont été transférées en application de la loi NOTRe précitée.

Aussi, il est apparu pertinent, par souci d'efficience, que Montélimar-Agglomération confie, par convention de prestations de services, la poursuite de l'entretien courant de ces trois zones à la commune de Montélimar dans les conditions et avec le maintien d'un niveau d'entretien équivalent à celui qu'elle assurait précédemment sur les zones.

En contrepartie des prestations d'entretien courant exécutées dans le cadre de cette convention qui sera conclue pour les exercices 2021, 2022 et 2023, la communauté d'agglomération versera à la commune de Montélimar un montant forfaitaire annuel révisable de 58 519,00 € correspondant aux coûts desdites prestations pour les ZAE considérées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.5216-7-1 ;

Vu le projet de convention de prestations de services pour l'entretien des ZAE de Fortuneau, Les Léonards et Le Meyrol ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de prestations de services à intervenir avec la communauté d'agglomération pour l'entretien courant, par la commune de Montélimar, des ZAE de Fortuneau, Les Léonards et Le Meyrol,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tous les documents afférents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire, ou son représentant, de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

